Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 12

Artikel: Le grand reclassement
Autor: Richardot, Philippe
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346199

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le grand reclassement

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, on assiste à un grand reclassement des puissances. Pour certaines, cela signifie déclassement. L'intérêt stratégique commande à l'Europe de ne plus s'élargir mais de se renforcer, car elle donne des signes de faiblesse interne. La survie de la civilisation européenne commande de ne pas accepter la Turquie en son sein. Or, l'Europe s'apprête à commettre cette double erreur. C'est la résultante de l'axe germano-américain en Europe. Toutefois, en Asie, l'étoile américaine pâlit et la distribution des rôles à l'ONU ne correspond plus à l'état actuel des forces mondiales.

Philippe Richardot

Au XVIe siècle, le Florentin Nicolas Machiavel évoquait «les batailles qui ne font pas couler le sang» entre mercenaires. Les combats actuels pour la suprématie en Europe sont du même ordre, bien qu'ils ne fassent pas appel au militaire. Le sommet européen de Nice, tenu en décembre 2000, est une grande victoire pour l'Allemagne qui obtient la première place en Europe par son découplage avec la France. La présidence française, copartagée par le président Chirac et le premier ministre Jospin dans le cadre intérieur de la cohabitation, a présenté comme un succès le fait d'être parvenu à un accord. Au plan stratégique, le grand perdant du sommet de Nice est pourtant la France, désormais reléguée sur le banc des seconds avec le Royaume-Uni et l'Italie.

Dernière bataille pour l'Europe

Ce qui était de fait, par l'économie et la démographie, devient de droit. L'Europe du Traité de Rome (1957), qui reposait sur l'axe franco-allemand, est morte avec le découplage des deux pays qui se dessinait depuis 1998, avec une Allemagne moins encline à la bonne volonté et s'affranchissant des contraintes. Comme Bouvines en 1214, Waterloo en 1815, le sommet de Nice, à cause de la maladresse des négociateurs français pourtant accusés de vouloir défendre «l'exception culturelle française», a décidé du *leadership* en Europe et de l'indépendance des nations.

Ce sommet a montré le retour des inquiétudes réciproques: les grands pays ne veulent pas être ravalés au rang des petits, les petits ne veulent pas être écrasés par les grands. Ce retour des inquiétudes s'explique par le fait que l'Europe n'a plus de projet autre que son élargissement (prévu à 27) qui, pour une simple raison mathématique et démocratique, ne peut que conduire à la sous-représentation des 15 membres actuels, qui verront leurs voix diluées dans une Europe à 27.

L'élargissement permettrait à l'Europe d'agrandir sa superficie et sa population d'un tiers, mais son produit intérieur brut n'augmenterait que de 8%... Les nouveaux arrivants seront inévitablement des quémandeurs. L'élargissement n'est donc pas une réponse à «Pourquoi l'Europe?» La seule véritable réponse est l'intérêt! Si les nations européennes n'ont pas d'intérêt autre qu'idéologique à entrer dans l'Union européenne, elles doivent s'en abstenir. Le blocage perceptible depuis 2000 tient au fait que les membres de l'Union européenne sont arrivés au maximum des intérêts qu'ils peuvent en retirer. Il n'y a donc plus aujourd'hui que les contraintes, et l'on se plaît à croire à la vertu des contraintes...

Quel est l'intérêt? Quelles sont les contraintes? Au plan économique, la concurrence fiscale et sociale joue en faveur des pays les plus libéraux, elle ne joue pas en faveur de la protection sociale. Au plan social, les pays qui ont le système le plus avancé (France, Suède) n'ont pas intérêt à aligner leurs positions sur l'Europe, car toute décision collective tend vers l'ultra-libéralisme, donc vers la disparition des systèmes sociaux avancés. Avec 25% de

fonctionnaires dans la population active et un grand nombre de pensionnés et retraités, la France risque de voir une dizaine de millions de ses ressortissants livrés à une précarité de type russe. En un mot, la France imploserait comme l'ex-Union soviétique, qui n'a pas su négocier son passage du socialisme au capitalisme. Elle défend donc – ce qu'on lui reproche – son système social et étatique, prenant le prétexte de son «exception culturelle». En d'autres temps, on aurait appelé cela sa «liberté» ou sa «souveraineté»!

Or, depuis le traité de Maastricht de 1992, la France ne peut plus défendre ni l'une, ni l'autre, parce qu'elle les a transférées à l'Europe. Au plan culturel, on peut se demander quel est l'intérêt de faire disparaître les spécificités nationales, autrement dit des modes de vie qui transcendent les régions? Comme chaque pays a une culture du travail particulière, la lui ôter pour lui en imposer une autre tient du volontarisme socialiste. Détruire une culture millénaire ou pluriséculaire engendre toujours l'échec des modèles socialistes, artificiels, imposés et centralistes. La prospérité venant du savoir, donc de la culture, l'Europe risque de s'appauvrir à terme.

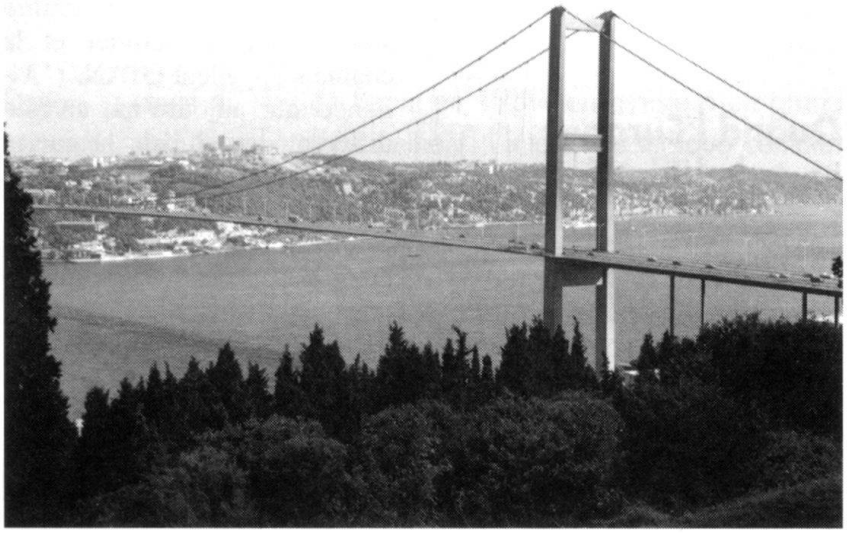
Au plan militaire, l'OTAN sous contrôle américain empêche toute construction purement européenne. Il n'y a donc que des constructions symboliques et vassales de l'OTAN (Eurocorps, Euromarfor). Avec la disparition de l'Union soviétique, la présence de l'OTAN ne se justifie plus; alors comment justifier l'OTAN, la première alliance militaire de la planète?

Quand l'Europe sort de l'histoire

Alors que l'axe franco-allemand a disparu, bien que la France veuille en maintenir les apparences pour son opinion intérieure, un axe supérieur s'est recréé depuis 1989. C'est l'axe germano-américain. La Grande-Bretagne est donc, avec la France, la grande perdante de ces dix dernières années. Le lien spécial, qui l'unissait au géant américain, est devenu secondaire par rapport à l'axe germano-américain qui a pris naissance lors de la réunification allemande. Au moment d'agir, Helmut Kohl, l'artisan de la réunification, s'est instinctivement tourné vers les Etats-Unis pour leur en demander l'autorisation. Depuis, les Etats-Unis ont reconnu le *leadership* allemand sur l'Europe mais il s'agit d'un *leadership* sous tutelle. Le collier et la chaîne s'appellent OTAN. L'Alliance joue aujourd'hui un rôle différent de celui de la guerre froide, mais qui reste important: empêcher que les méfiances réciproques et montantes entre Européens ne se transforment à nouveau en défiance militaire. Les Européens sont face aux Etats-Unis comme les cités grecques face à la Macédoine de Philippe et d'Alexandre. C'est le prix de la paix en Europe.

Toutefois, il y a un autre prix à payer, beaucoup plus lourd de conséquences. Les Etats-Unis ne voient plus l'Europe comme une sonnette d'alarme face à un éventuel agresseur soviétique. C'est pratiquement son plus grand compétiteur économique, donc virtuellement un adversaire. L'intérêt américain commande de rabaisser ce compétiteur. Comment trans-

Des Etats socialement avancés comme la Suède n'ont pas avantage à s'aligner sur les normes européennes. Ici une vue de Stockholm, la ville qui vit en symbiose avec la mer... (Photo: H. de Weck)



La Turquie sera-t-elle admise dans l'Union européenne? Ses 66 millions d'habitants en font un Etat aussi peuplé que la France. Dans cinquante ans, la Turquie pourrait avoir 100 millions d'habitants... Ici le pont, près d'Istanboul, qui unit l'Europe à l'Asie.

former l'Europe en un marché ouvert de 370 millions de consommateurs et la faire sortir de la technicité? L'élargissement est un moyen, car les pays les plus riches de l'Union européenne en perdraient la direction politique et épuiseraient leurs ressources à intégrer des pays plus pauvres. Les nouveaux membres se verraient ouvrir les portes de l'Europe occidentale, avec une immigration d'autant plus massive qu'incontrôlée.

Le nouveau membre qui en profiterait le plus serait la Turquie. Celle-ci, par l'histoire, par la géographie et par la culture, n'est pas européenne. Pendant cinq siècles, l'histoire européenne a été marquée par la lutte contre les Ottomans. Les guerres balkaniques des années 1990 n'en sont que l'amer héritage, voire la préfiguration des conflits à venir. Les menaces et les représailles économiques contre une France qui a reconnu le génocide arménien (1915-1918) montrent un antagonisme latent. Toutefois, la Turquie prétend entrer en Europe, non plus en cherchant à prendre Vienne comme en 1683, mais en étant candidate à l'Union européenne.

Les Etats-Unis font pression en faveur de cette candidature pour récompenser cet allié fidèle de la guerre froide et des guerres du pétrole. Or, une Turquie de 66 millions d'habitants viendrait démocratiquement en seconde position après l'Allemagne (82 millions), juste avant la France et la Grande-Bretagne (58 millions). Les dirigeants politiques européens, en particulier britanniques et français, semblent ignorer ces chiffres, donc leurs conséquences. L'entrée de la Turquie dans l'Europe modifierait profondément le rapport de forces. Un axe secondaire Berlin-Ankara, renforcé par les micro-Etats de l'Est, dominerait l'Europe.

L'Allemagne n'a jamais maîtrisé la grande stratégie, ce qui explique son double échec lors des précédentes guerres mondiales qui ont saigné l'Europe et l'ont réduite au rang de puissance secondaire. L'Allemagne n'a jamais su obtenir que des succès tactiques ou stratégiques à court terme, avant de s'effondrer. En favorisant l'entrée de la Turquie dans l'Europe, elle se piège tout en piégeant le continent. Une projection démographique à cinquante ans montre que la Turquie comptera 100 millions d'habitants, quand l'Allemagne n'en comptera plus que 50. La communauté turcophone comporte déjà 400 millions de personnes que l'on retrouve de la Macédoine aux confins chinois, sans compter les quelques millions déjà installées dans l'Union européenne. Pour les populations déshéritées d'Asie centrale, la Turquie intégrée deviendra le sas d'entrée vers l'Europe. Qui distinguera un Turc d'Asie mineure d'un autre d'Asie centrale, d'autant plus si Ankara a une vision panturque et facilite l'appel d'air migratoire? Par manque de vision et ambition mal réfléchie, l'Allemagne aura à nouveau porté un coup mortel à l'Europe, mais cette fois-ci le dernier.

Reclassement autour de l'ONU

Le reclassement européen prélude à l'inéluctable reclas-

sement mondial. Aujourd'hui, la situation des pouvoirs à l'ONU reste un héritage de 1945. Or, la Seconde Guerre mondiale est désormais loin et les séquelles morales du conflit ne peuvent durer éternellement, dès lors qu'elles viennent d'être effacées en Europe. Le schéma actuel du Conseil de sécurité de l'ONU, avec ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni), ne correspond plus à la situation, cela pour des raisons objectives.

Les vaincus d'hier sont les grandes puissances économiques d'aujourd'hui, démographiquement supérieures aux ex-empires coloniaux qu'étaient la France et la Grande-Bretagne. L'Allemagne et le Japon sont donc révisionnistes et réclament leur place. D'autre part, les peuples colonisés rentrent dans l'histoire par leur poids démographique. L'Inde (1 milliard), l'Indonésie (209 millions), le Brésil (168), le Pakistan (152) ont entre deux à dix-sept fois plus d'habitants que la France ou la Grande-Bretagne. Au plan démocratique, ces pays sont donc plus représentatifs, et la puissance du nombre les autorise à revendiquer une place permanente au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui milite contre cette solution, c'est leur pauvreté et leur faible capacité d'intervention militaire.

Cependant, les choses changent. Le produit intérieur brut de l'Inde a été multiplié par sept entre 1975 et 1999. Alors qu'il était inférieur à celui de l'Allemagne, il lui est désormais 1,1 fois supérieur. L'Inde, puissance nucléaire et balistique, vient d'acquérir un porte-avions russe modernisé, ce qui la place à égalité avec la France, pour autant que cette dernière puisse régulièrement faire naviguer son unique porte-avions... L'*Indian Navy* prévoit pour 2020 une force de 2 porte-avions et de 3 sous-marins nucléaires. Sa place à l'ONU devra être revue...

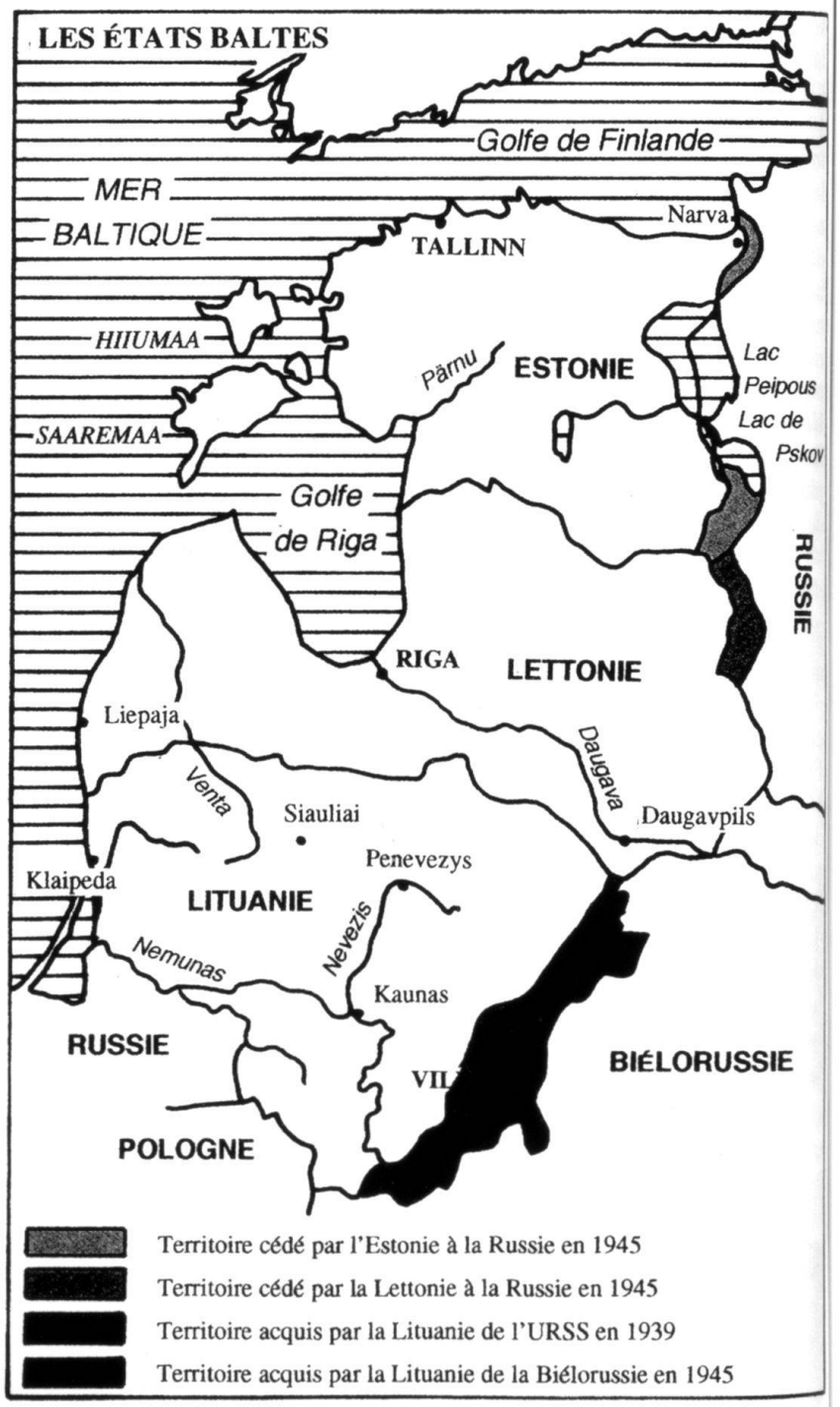
Pourquoi l'actuel *statu quo* se maintient-il? La réponse est simple: les deux grandes puissances du jour, les Etats-Unis et la Chine, y ont intérêt. Le poids des Etats-Unis à l'ONU se mesure à l'influence de ses alliés permanents au Conseil de sécurité. Jusqu'à présent, la Grande-Bretagne et la France se sont révélées de précieux auxiliaires, capables d'appuyer les positions américaines par leurs voix et leurs moyens militaires. La courte période d'indépendance gaulliste de la France (1958-1969) servait en définitive Washington, même si les Etats-Unis ne l'ont pas immédiatement compris. En montrant une troisième voie aux pays du tiers-monde, la France gaulliste les détournait du communisme. Aujourd'hui, cette problématique est rendue caduque par la disparition de la guerre froide.

La question est de savoir si, aujourd'hui, les Etats-Unis doivent remplacer des alliés en perte de vitesse et par qui? L'Allemagne, si elle accédait à ce rang, n'aurait plus à ménager les Etats-Unis, car elle n'aurait plus rien à attendre d'eux. Elle manifesterait alors le même réalisme qu'elle a manifesté lors de la valse franco-allemande: finie la musique, finie la danse! Elle réaliserait ainsi le projet qu'elle n'a pu mener à bien au cours des deux guerres mondiales. Les Etats-Unis n'ont donc pas intérêt à concéder cet avantage à l'Allemagne.

Dans la grande stratégie américaine, le Japon est encore moins fiable que l'Allemagne. Okinawa, toujours occupée par les troupes américaines, est le

lieu de manifestations hostiles chaque 14 mai, date du retour de l'île au Japon en 1972. La politique nippone tend à se démarquer des Etats-Unis qui, après la réunification des deux Corées, n'auraient plus de motifs pour occuper la région, si ce n'est Taïwan. La France et la Grande-Bretagne restent donc les plus sûrs alliés internationaux des Etats-Unis qui, en bon stratège, les affaiblissent en Europe: le meilleur des alliés étant celui dont on ne dépend pas.

La Chine a intérêt au *statu quo* onusien. Avec les Etats-Unis, l'Inde, l'Allemagne et la Turquie, elle est la seule à mettre en œuvre une grande stratégie. Elle favorise la réunification coréenne que la famine et les échecs économiques du Nord rendent proche. La libéralisation économique du régime de Pékin et son habileté à préserver les acquis de Hong Kong, fleuron du capitalisme international, rendent également possible une révolution dans les esprits chinois de Taïwan. Un cercle de co-prospérité asiatique dessiné par Pékin commence à émerger, englobant toute l'Asie du Nord. La Chine n'a donc pas intérêt à voir l'Inde, avec qui elle est en guérilla permanente sur l'Himalaya, devenir membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Par contre, le Japon pourrait y servir ses desseins par solidarité asiatique, mais son entrée ne serait pas concevable sans celle de l'Inde... L'actuelle guerre d'Afghanistan renforce la conception américaine de l'ONU, mais elle ouvre une phase d'instabilité liée au sort des armes.



Extension de l'OTAN vers l'Est ?

Les forces géopolitiques, comme les forces souterraines, grondent avant de faire surface. On entend le grondement, elles ne tarderont pas à faire surface.

P. R.